



Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

Session Plénière du 21 Décembre 2017

Intervention de Charles de GEVIGNEY

Rapport N° 17.05.04

Service Public Régional de l'Énergie

Monsieur le Président, Chers Collègues,

Comme toujours dans la rédaction de vos rapports, la première lecture laisse entendre par des termes d'un enthousiasme décomplexé que votre action déborde d'efficacité et de solutions. Le problème avec vous, c'est que tout est prétendu être priorité numéro 1, en tout cas dans les intentions.

Mais là, l'honnêteté nous oblige à vous dire que, concernant ce dossier de la transition énergétique, vous vous payez largement de mots. Car si les perspectives fixées par l'accord climat de la COP21 semblent vous combler d'aise, si les termes de la Loi Transition Énergétique de 2015 fixent effectivement des objectifs drastiques de réduction de gaz et de consommation d'énergie, **la réalité effective des avancées de votre action sur le terrain est loin, très loin d'être convaincante**. L'échec patent de votre dispositif *ISOLARIS* est là pour en attester.

Premièrement, il est assez surréaliste que vous osiez employer en exergue de votre rapport l'expression : « *la Région souhaite aller encore plus loin pour accélérer sa transition énergétique...* » alors que nous constatons d'emblée dans l'architecture du BP 2018 que le budget de la transition énergétique passe de 3.742 M€ en 2017 à 2.465 M€ l'année prochaine. **Soit une baisse de 34% !** Les chiffres parlent d'eux même et pourraient même se passer de commentaire. A un tel niveau de coupe budgétaire, comment prétendre noir sur blanc que vous augmenteriez les moyens ?

Deuxièmement, concernant la rénovation énergétique de l'habitat, la réalité finissant toujours par nous rattraper vous faites vous-même le constat dans ce rapport que l'écueil principal auquel vous vous heurtez depuis deux ans, n'est ni l'absence de prise de conscience collective, ni l'absence de volonté de faire.





Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

Mais le manque réel de possibilités d'investissement et de financement pour les propriétaires particuliers. Alors vous pourrez inventer, élaborer et pondre tous les dispositifs, toutes les agences, tous les organismes et services publics et parapublics que vous voudrez, tant que les ménages n'auront pas réellement un niveau de vie et de revenus qui leur permettent d'envisager comme financièrement réalisable l'isolation de leur propre logement, ils continueront de faire passer en priorité les budgets de nourriture, du scolaire, de logement et de déplacement au détriment de la facture de chauffage et du réchauffement climatique. C'est simplement le réalisme économique !

A l'énoncé des solutions que vous envisagez dans votre rapport, au travers de la création de ce **Service public régional de l'énergie**, il est à craindre que vous ayez une lecture un peu idéologique des corrections qu'il faudrait apporter à votre politique ; en étant incapables d'envisager une dynamique citoyenne en dehors de vos carcans administratifs, techniques et financiers. A savoir que vous voulez encore alourdir le système et embourber les ménages et les artisans dans une pléthore d'organismes de conseil, de financement et de contrôle qui rendent toujours plus compliqués les démarches, les normes et la faisabilité de chantiers qui au départ étaient simples.

Voilà que dans ce déjà nouveau **service public de l'énergie**, vous allez créer des **PTRE** (plateforme territoriale de rénovation énergétique) dont on apprend qu'elles devront être elles-mêmes coordonnées par des **centres de ressources**. Ensuite vous allez créer des **STF** (des sociétés de tiers financement) qui ne se substituent pas aux banques, mais qui seront un maillon supplémentaire entre le particulier et la BEI, qui se financera en plus sur le dos de l'emprunteur. Et pour bien alourdir le tout, vous allez réunir tout ça au sein d'une nouvelle **SEM** (Société d'économie Mixte) qui aura pour mission d'accompagner les difficultés que vous aurez créées de toute pièce en soumettant obligatoirement par exemple, par le bief de vos STF, les financements à l'agrément de **l'ACPR** (l'autorité de contrôle Prudentiel et de Régulation). Il y avait bien besoin d'elle pour isoler son grenier !

Alors nous vous le disons tout net Monsieur le Président, si votre nouveau service public c'est une usine à gaz de plus au travers des projets de nos concitoyens et de l'activité de nos artisans, notre groupe votera contre votre projet, et plutôt deux fois qu'une.

Il vous suffirait de renvoyer chez eux votre floppée d'inventeurs, de contrôleurs, de profiteurs publics et de rebasculer ce qu'ils coûtent au contribuable dans la poche de ce dernier, et de lâcher la bride aux artisans qui, contrairement à ce que vous dites dans votre rapport, savent parfaitement isoler une maison et ne vous ont pas attendu pour savoir travailler.





Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

Et maintenant je vais vous donner une bonne recette pour les fêtes. Prenez un ménage français avec de l'argent sur ses comptes, un artisan qui n'est pas écrasé sous les charges fiscales et les normes, mélangez bien, laissez mijoter, foutez-leur la paix, et vous avez la recette du bonheur et de l'efficacité.

Je vous remercie.

